

by François Chaslin

## QUE SONT DEVENUES LES QUATRE MAISONS DU FADA?

François Chaslin, after a five-year study on the four "cités radieuses" for the newspaper *Le Monde*, analyses two of them: Marseille and Briey-la-Forêt.

After recalling the historical context at the construction of the first Cité, François Chaslin shows the evolution of the two buildings.

À Marseille, dans l'immédiat après-guerre, Le Corbusier construit la célèbre Cité radieuse, première application de sa théorie de "l'Unité d'habitation de grandeur conforme", c'est la fameuse "maison du fada", immeuble prodigieux, visité par des flots de touristes, et sans doute le plus chic, le plus snob peut-être à certains égards, des ensembles de logements collectifs qui aient jamais été édifiés.

Trois autres suivirent, à peu près identiques: Rezé-lès-Nantes en 1955, Briey-la-Forêt en 1961 puis Firminy-Vert en 1967. Ici et là, on ne les appelle que les "Corbu". Ils ont focalisé haines et enthousiasmes et connu les destins les plus contradictoires. Et voici que l'un d'entre eux est mort. Depuis l'été dernier, Briey est fermé.

Les pages qui suivent sont le fruit de diverses enquêtes comparatives menées depuis cinq années auprès des quatre Cités, notamment pour le journal *Le Monde*. Nous n'avons retenu que deux d'entre elles: la plus heureuse, Marseille, et la plus triste, Briey, deux extrêmes.

Disons simplement que Rezé, que Le Corbusier disait être "la consécration de Marseille, car né de la demande spontanée d'usagers rassemblés et animés par des hommes magnifiques de courage et de foi", vit une existence calme, un peu moins ardente et conviviale qu'autrefois, animée par une association active qui maintient dans une large mesure l'héritage spirituel de l'ancienne coopérative. Firminy, en revanche, est à demi-fermé et largement déserté par une population locale généralement hostile; y coexistent dans un douloureux sentiment d'incompréhension et d'isolement, un mélange de populations marginales, souvent "soixante-huitardes", d'intellectuels et de travailleurs immigrés, en lutte constante contre la municipalité suspectée de vouloir fermer la cité.

Il est des constructions que l'on peut aimer passionnément, ou bien haïr, comme des personnes. Les quatre Cités Radieuses de Le Corbusier sont de celles-là. Presque identiques, elles ont pourtant connu les destins les plus divers. Pour Briey, c'est déjà l'âge de la mort, et Firminy est bien malade. Ailleurs, ça va très bien, merci! Nous sommes quand même allés y voir de plus près.

Marseille, printemps 1947.

"Cette fois-ci, la chose se fait: l'Unité d'habitation de grandeur conforme se bâtit à Marseille...Elle est le fruit de vingt-cinq années d'études, inlassablement entreprises ou reprises." En ce printemps 1947, Le Corbusier exultait. Il allait bientôt poser la première pierre de la Cité radieuse de Marseille, dont il ne doutait pas qu'elle aurait une "répercussion mondiale". Pour la génération d'architectes qui piaffait d'impatience, cantonnée depuis vingt ans dans le ghetto de l'avant-garde, c'était l'heure du triomphe. C'était "la fin d'un monde", les doctrines de l'architecture moderne allaient enfin s'imposer et révolutionner le mode de vie.

Hélas! Le vieux monde avait déjà cette peau dure que nous lui connaissons; agressé, il prit l'offensive et lança contre Le Corbusier une campagne virulente. On se souvient peut-être du beau scandale que ce fut, du tapage que menèrent les institutions patentées et assermentées, tant architecturales que médicales, et des polémiques de presse où se déchainèrent "les manieurs de plumes acérées, ciseleurs de sagaies et distilleurs de poison" mais aussi, soyons justes, les dithyrambes.

Ce furent d'abord, on ne sait pourquoi, les architectes du Morbihan qui "à l'unanimité moins une voix" s'insurgèrent dans une pétition contre ce "monstre architectural à pattes" et invitèrent leurs confrères de tous les départements à élever la même protestation solennelle.



Puis le Conseil supérieur d'hygiène publique dénonça ce projet "insalubre"; enfin, le président de l'ordre des médecins de la Seine, dans un article de *La Presse médicale*, annonça que règnerait dans "ces boîtes" une atmosphère "confinée et malsaine" tandis que, par ailleurs, "leurs lignes rigides, uniformes", risquaient "d'avoir des conséquences pathologiques et névropathiques"; il disait craindre aussi qu'il n'y eût "de quoi devenir neurasthénique à être logé dans pareille prison" et certifiait que c'était là "un camp de concentration, pas une maison" alors que l'homme "a besoin d'un logis, pas d'un gîte d'insecte". On parla alors de "cantine nauséabonde" et encore de "clavier géant pour locataires cobayes". Les hommes de l'art puis les hommes de science ayant parlé, la justice fut enfin saisie, à l'initiative de l'Association pour l'esthétique générale de la France qui voyait dans cette construction de graves "inconvenients d'ordre moral" et l'estimait "contraire à l'esthétique et au style français" qu'elle se flattait d'incarner. Elle réclamait donc vingt millions de francs de l'époque à titre de réparation et, pourquoi pas, la démolition de l'immeuble.

"C'est un délit contre l'humanité", entendit-on dire au procès où l'on vit deux architectes défendre ce point de vue devant la Septième chambre du tribunal correctionnel: un expert près les tribunaux et l'aimable confrère Henri Vergnolles, président général des HLM et ancien président du conseil municipal de Paris, qui vint témoigner à la barre de ce que la Cité radieuse était une dangereuse "tentative de déshumanisation": extraits du monde extérieur, ses habitants allaient vivre dans une atmosphère artificielle, sans contact avec la nature. Le procès, rapporte *Le Provençal* de l'époque, fut "un cours d'esthétique architecturale qui, par la grâce du talent de quelques avocats, remonta au Parthénon de Phi-

dias et à la coupole de Saint-Pierre de Rome."

La revue professionnelle *L'Architecture française*, qui avait été créée en novembre de la belle année 1941 sous l'occupation nazie et les auspices de "la discipline" et de "la soumission au chef", contre "les vieux bobards libéraux" et les "affairistes, lotisseurs, marchands de biens de tout poil et de toute race", cette revue qui avait été l'organe officiel du régionalisme pétainiste publiait, à peine sortie des turbulences de l'après guerre, un supplément spécial consacré à la séance du 11 octobre 1948 de ce Conseil supérieur d'hygiène publique qui avait conclu à une "interdiction d'habiter" l'Unité de Marseille.

Le chantier fut un moment stoppé, sur décision du Conseil d'Etat; Le Corbusier batailla contre "la bête humaine" acharnée contre lui, conforté dans le sentiment messianique qu'il avait de son oeuvre, qui devait balayer le conformisme pour demain, pour les "nouvelles générations de la société machiniste". Son immeuble était un véritable laboratoire du futur, une "machine à habiter" qu'il fallait apprendre à utiliser. Il en appela aux "éducateurs", à "l'autorité", qui devaient "préparer les populations à ces modes nouveaux de vie domestique"; il s'adressa au Parti communiste et à la Confédération générale du Travail. "J'ai fait et je fais chaque jour encore ma part dans la révolution machiniste... Que chacun fasse le sien, prenant le relais utile afin que toutes choses soient coordonnées". Les logements de Marseille sont "extraordinairement efficaces...mais il faut savoir les habiter...C'est pour vous, il faut enseigner à vos gens la discipline nécessaire."

Si son volontarisme continuait d'être reproché à Le Corbusier, les malheureux cobayes installés dans l'immeuble du boulevard Michelet ne semblaient guère souffrir de leurs "gîtes d'insectes". La ville de Marius ironisait sur la "maison du fada" mais commençait à chérir cette "merveille du monde du vingtième siècle, telle que les Américains eux-mêmes en restent pantois". L'afflux des curieux était si grand qu'il fallut confier la gestion des visites à une agence de voyages. Moins de deux ans après l'arrivée des premiers locataires, la cité fêta son cinquante-millième visiteur, une jeune Marseillaise qui déclarait aux journaux: "J'ai voulu faire comme les touristes du monde entier. Quelle impression de grandiose! j'avais peur d'être déçue; je croyais que c'était inesthétique. Ce n'est pas le cas! Tout est étudié pour le confort."

Marseille, été 1980.

Aujourd'hui, presque trente ans après sa construction, cet immeuble que chacun désigne comme "Le Corbusier" est devenu l'un des plus sélects de la ville, lieu d'élection des professions libérales, inscrit à l'inventaire des Monuments historiques. L'oeuvre rebelle, "hors la loi", qui avait été "érigée contre les règlements désastreux", elle qui avait été dressée en pleine campagne "dans la nature du Bon Dieu, sous le ciel et face au soleil, oeuvre architecturale magistrale", a été rejointe par l'urbanisation qui a maintenant noyé la plaine jusqu'aux contreforts des montagnes de Veïre. Le grand paquebot altier ne domine plus un océan de chênes verts, mais un désordre de ville plus ou moins bien tenue: garages sordides, centre commercial, jaillissement d'immeubles spéculatifs.

Le toit-terrasse, traité dans une architecture "héroïque" inspirée des superstructures d'un grand navire, encombré de passerelles et d'énormes cheminées superbes, n'est plus cette "esplanade de la culture physique" où développer son corps dans un dialogue frontal avec la nature et "face aux sites admirables", mais, plus communément, le solarium où viennent grésiller et bronzer les dames.

Si le logis a pu, comme le souhaitait Le Corbusier, devenir le

“réceptacle parfait” des familles, vite adaptées à l'étrangeté des logements, ses “prolongements” se sont banalisés au fur et à mesure que s'affaiblissait l'idéal communautaire, remplacé par des rapports encore fréquents mais d'une nature parfois plus mondaine.



Les rues intérieures, avec leur confort ouaté et la mystérieuse symphonie de la couleur des portes, sont devenues des couloirs interdits aux jeux d'enfants et impeccablement cirés. La rue marchande, perchée aux sept et huitième étages, a perdu plusieurs de ses commerces, remplacés par les bureaux de professions libérales: agents immobiliers, experts de tout ordre, architectes bien sûr. Une boulangerie, une boucherie, la boutique d'un droguiste, un magasin Casino subsistent, mais le fleuriste, le libraire, le coiffeur, le pressing n'ont pas tenu. L'hôtel-restaurant reste un élément d'animation appréciable et offre aux locataires un service de plats cuisinés, distribués dans la rue par un guichet; on s'y rencontre au bar ou sur son balcon enso-



leillé.

Quelques clubs existent encore dans cet immeuble qui avait été conçu pour favoriser la vie collective mais ce n'est plus ce “quelque chose de mémorable” dont un ancien locataire garde la nostalgie: du ping-pong, un ciné-club, une salle

de lecture pour les vieilles dames; le gymnase de la terrasse a été confié à un gérant privé.

Le “Corbu” s'enfoncé petit à petit dans une copropriété classique, moins solidaire. Malgré le téléphone intérieur qui relie les appartements, l'indifférence aux autres s'installe lentement, comme partout. Et d'ailleurs, l'administration veut maintenant supprimer cette ligne devenue, trente ans après, contraire au monopole d'Etat. On se battra éventuellement pour obtenir une indemnité, pas pour conserver les lignes.

Des liftiers actionnent les ascenseurs, standing oblige, tandis qu'un gardien à casquette pourchasse les touristes qui n'hésitent pas, même à l'heure sainte de la sieste, à sonner aux portes pour “jeter un petit coup d'oeil, si cela ne dérange pas...” Après trente ans de va-et-vient, cela serait en fait bien étonnant. Ils se glissent partout, comme le mistral, inventent mille stratagèmes, prétendent vouloir “visiter une cousine”, ce qui ne prend plus; on en trouve même, les nuits d'été, campant à la belle étoile sur la terrasse, avec vélos et sacs à dos.

La “véritable communauté verticale sans politique” rêvée par l'architecte a disparu. Reste le confort, la splendeur formidable de ce bâtiment généreux, ses formes épaisses et son écorce rude. Pour la première fois dans l'histoire, le béton y était laissé brut, plein de malfaçons, marqué des planches du coffrage. L'architecture moderne, qui jusqu'alors avait poursuivi l'esthétique dépouillée et lisse du ciment blanc, découvrait la “splendeur nouvelle” de la rugosité. Le “brutalisme” était né: il devait faire école dans le monde entier. Il rappelait la dureté du chantier, donnait à l'oeuvre un air d'éternité et enthousiasma plusieurs générations de jeunes architectes qui s'en firent une doctrine.

A Marseille, la puissante expression des façades masque le repliement de chacun sur son logement. Le monument collectif reste très présent, tandis que dans l'alvéole des loggias transparait la vie des familles: stores vénitiens, bâches colorées, treillages porteurs d'ombre, balconnets d'aluminium et filets anti-pigeons... tout un petit désordre familial se niche dans les interstices de l'oeuvre.

Beaucoup plus ouvrières, les trois autres Cités construites par Le Corbusier en France ont connu une histoire différente. Celle de Rezé, près de Nantes, construite par une coopérative de 1953 à 1955 est restée relativement “radieuse”; en revanche, celle de Briey-la-forêt, édifiée de 1958 à 1961 dans le bassin noir de Longwy (non loin d'Hagondange), et celle de Firminy, réalisée à l'initiative du maire Claudius-Petit de 1964 à 1967, posent des problèmes catastrophiques et sont partiellement désertées. Pourtant, ici comme là, il s'agit du même objet architectural.

#### BRIEY-LA-FORET

Dans le froid et la brume, la Cité qui se voulut radieuse, émergeait, sinistre du carré de pré que lui tailla Le Corbusier dans la forêt lorraine et qui était devenu semé de débris épars; ustensiles ménagers jetés du dix-huitième étage, épilochures, serviettes hygiéniques, canettes de bière. Il restait au printemps trois voitures sur le vaste parking. Le magasin Coop avait fermé; le hall de l'immeuble était en ruine, ses vitres cassées ou grises de crasse.

La boutique du rez-de-chaussée, jadis lieu essentiel de la vie collective, avait été désertée par son propriétaire vers la fin de la belle saison. Elle offrait ses planches arrachées; des néons déchassés y diffusaient une lumière blême. Dès l'entrée, on était en plein fantasme: “Escaliers dangereux, risque de viol (sic), de vol et d'homosexualité, etc.”, prévenaient des graffiti à la craie. C'était bien la fin. Quelques familles subsistaient là, une dizaine quand l'immeuble comptait trois cent trente-neuf logements.

On avait depuis longtemps coupé le chauffage d'une partie

de la cité; puis tout interrompu à la fin février, prêtant un convecteur électrique aux locataires solvables. Une rue intérieure était fermée d'une porte de fer; certains interpaliers condamnés au chalumeau. Il y avait autrefois trois ascenseurs: on mit fin, le 31 mars, au fonctionnement du dernier. Il ne restait plus qu'à emprunter les cages d'escalier qui, rongées par le vandalisme, pouaient la pisse; les fers y rouillent comme sur un navire de haute mer. Partout les inscriptions, amoureuses, obscènes, racistes ou simplement punks, et aussi d'extraordinaires lettres d'adieu: "Folle de Cité", "La Cité est l'un des meilleurs monuments historiques" et encore "Pourquoi s'aimer alors qu'on n'est fait pour se séparer" et ailleurs plus prosaïque, "La Cité vous dit merde."

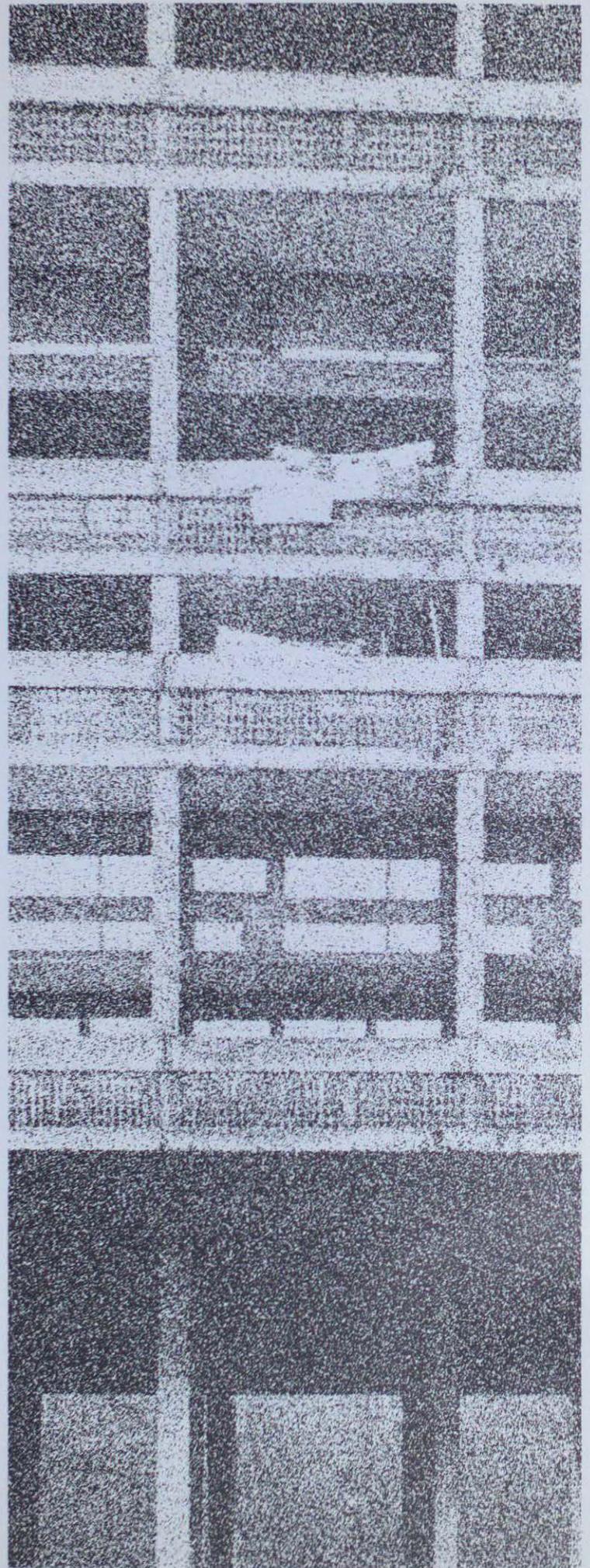
Et ce long texte sur l'un des pilotis qui porte l'immeuble et qui devaient assurer le passage de la nature et de la lumière: "Adieu ma Cité radieuse, et pourquoi que, quand on aime quelqu'un, il faut qu'il nous quitte. Adieu ma Cité, adieu; mais je t'aime; adieu! je ne t'oublierai pas."

Les rues intérieures, ces couloirs généreux qu'avait voulu Le Corbusier, étaient borgnes; les lampes avaient claqué à causes des courts-circuits engendrés par les prises électriques pirates. Le sol était dégradé, les boîtes aux lettres arrachées.

A l'automne précédent, quand vivaient encore ici une quarantaine de familles, il traînait partout des vélos et des chiens; des gosses jouaient au foot à grands coups de ballon dans les portes. Les diverses rues avaient leur réputation. A l'entrée de la troisième, cette inscription: "rue des cons" et "des espions morpions"; à la quatrième: "rue des sympas".

Le racisme divisait quelques familles qui avaient campé tout l'hiver dans la grande carcasse. Cette dame, affligée d'un enfant handicapé, se déclarait tout de go "cas social". Et en effet: avec un revenu de 1 600 francs par mois, elle devait à l'office HLM un arriéré de loyers de 11 230 francs; assignée en référé avec d'autres locataires devant la tribunal d'instance de Briey, elle collectionnait les sommations d'huissier. Une lettre lui avait signifié son expulsion pour le 22 novembre; on ne chasse personne durant l'hiver, bien sûr, mais elle savait qu'elle n'en avait plus que pour quelques mois. Au printemps, la Cité serait vidée. "De toute façon, ils vont la refaire. ils refont déjà des logements; on a vu des baignoires", inventait-elle.

Son grand problème, ce n'était pas sa misère à elle mais les Arabes: "D'ailleurs on ne leur parle pas! Tout a commencé avec leur arrivée... On ne peut plus sortir, ni aller voir la famille... Tout le monde peut rentrer; ils ont les clés; leurs enfants passent par les passe-plats." Pauvres passe-plats du "Corbu" qui devaient faciliter la communication! On ne pouvait plus chauffer cette immense baraque vide; malgré le déficit qu'assumait l'office départemental HLM, les



charges étaient trop lourdes et le loyer d'un quatre pièces, passait de 892,35 francs l'été à 1 425,09 francs l'hiver. Au mois de mai 1983, alors que plus de cent logements étaient encore occupés, un article du *Républicain lorrain* affirmait déjà que le déficit d'exploitation s'était élevé, en quatre années, à plus de 6 millions de francs.

Alors, fallait-il détruite le "Corbu"? Personne n'en prendrait jamais la responsabilité. Et pourtant, on avait épuisé toutes les solutions de rechanges. En 1980, comme la gendarmerie nationale était à l'endroit, on avait envisagé d'y installer la brigade de Briey et le commandement de l'escadron d'arrondissement; on parla d'une prison, faux bruit; on pense aussi à une rue de personnes âgées, à un hôtel, à un institut universitaire de technologie; et les représentants d'un important groupe de promotion privée seraient venus en catimini y étudier la possibilité d'une réhabilitation générale et de la vente des appartements en copropriété; car, paradoxalement, on manque de logements dans la région.

Mais tout cela était abandonné: trop tard pour quoi que ce soit; alors, on a songé à détruire cette énorme masse de béton armé. Une estimation du coût de l'opération, effectuée à la demande du conseil général au printemps 1982, en a montré l'absurdité; il en aurait coûté pas moins de 30 millions de francs: 12 pour détruire et 18 pour évacuer les gravats!

Il n'y avait plus d'autre solution que la fermeture de la Cité radieuse. Bientôt, un mur de parpaing obturera l'entrée, isolant l'immeuble du reste du monde. Il lui restera désormais, vide, à constituer une ruine grandiose et à laisser le temps éroder sa façade et l'inscrire à l'inventaire des Monuments historiques.

Comme celle de Firminy qui connaît aussi de gros problèmes, cette Cité aura pâti d'un environnement économique catastrophique, marqué (peu après son achèvement) par la fermeture des mines à la suite de la crise de septembre 1963; elle aura souffert aussi de son isolement physique par rapport à la ville ancienne, isolement voulu par l'architecte qui espérait que sa construction lorraine constituerait ainsi "le bout de la preuve... une Unité d'habitation en pleine campagne".

Dès l'origine, les rapports furent difficiles avec le chef-lieu. "Une ville factice de trois mille quatre cent quarante-quatre habitants sera-t-elle construite à Briey?" s'inquiétait *L'Est républicain* du 31 octobre 1957. L'isolement, l'inachèvement du plan masse, le changement des élections de 1959, devaient s'associer pour faire de cette opération un désastre social.

Quoi de plus significatif que le revirement d'un journaliste, André Falk, qui, après avoir tiré dans le numéro de septembre 1959 de *Sciences et Vie*: "Un paradis de millionnaire pour les salariés de Briey", écrivait au début de 1962 dans le *Figaro littéraire*: "C'est un fait: le sous-prolétariat des corons, qui s'est trouvé un toit de l'an 2000 à Briey-la-Forêt, y est opprimé par sa solitude."

Rapidement s'enchaînèrent une suite incontrôlable de faits avérés et de rumeurs fantaisistes. La Cité radieuse fut la ville étrangère, inquiétante; chaque fait divers y prenait une résonance qu'il n'eût pas connu dans la vieille ville. Falk notait que "dans la Cité modèle, un quart des habitants sont italiens (des Calabrais surtout), frustrés, dépayés, qui ne peuvent se passer de la rumeur des voisins et transformeraient volontiers les rues intérieures en marchés publics."

On a aujourd'hui oublié les Calabrais pour ne retenir que les Nord-Africains, "qui, dès le début, mirent des lapins dans leurs baignoires"; et la peur du souk a remplacé celle du marché méridional.

Toujours est-il que, de cinquante logements vacants en 1977, on passa à cent en 1978, cent trente en 1979, cent cinquante en 1980, deux cent dix en mai 1983, trois cent trente l'année suivante, puis zéro. Briey-la-Fôret avait vécu.

Née avec une crise de la métallurgie, morte avec une autre après un peu plus de vingt ans de malheur, cette Cité radieuse a connu un destin radicalement différent de celui des Cités de Marseille, Rezé et Firminy, constructions pourtant assez semblables. Cela prouve que, même conçue par un créateur d'exception, l'architecture n'est pas maîtresse du destin des hommes qu'elle abrite; les jeux imprévisibles de l'histoire, des situations locales, des flux et reflux de l'économie, des querelles de clochers et des archaïsmes régionaux bouleversent le cours des choses de manière capitale. Cela prouve aussi que la particularité de l'organisation interne des Cités radieuses de Le Corbusier, tant au niveau des logements que des rues intérieures, est, selon les circonstances, susceptible de faire naître les réactions les plus divergentes: de l'hostilité sans appel, que chaque détail quotidien ne cesse de renforcer, à l'adhésion enthousiaste et parfois presque fanatique, conduisant certains groupes humains à y déployer une capacité d'organisation collective, d'entraide et d'esprit de clan tout à fait exceptionnelle.

L'analyse des "Corbu" montre que la cohésion du groupe, la cohabitation de populations de cultures différentes n'est possible qu'au prix de discussions, de rupture de l'anonymat, de militantisme des locataires, liés entre eux en grande partie par le fait même de se savoir l'objet d'une expérience très particulière.

Elle prouve encore que les Cités avaient absolument besoin d'être "complètes": l'école sur le toit-terrasse, à Firminy, maintient la solidarité d'un ensemble humain déjà très ébranlé; à l'inverse, l'inéquipement de Briey a beaucoup compté dans son échec lamentable, dans la mesure où il a manifestement renforcé le sentiment de solitude éprouvé par ses habitants.

Cette solitude (partiellement voulue par un architecte dont il ne faut pas sous-estimer la lucidité mais qui était quand même tout imprégné du mythe splendide du paquebot et des "hommes admirables" et voyait, dans l'isolement, le moyen de faire se développer une communauté humaine nouvelle et harmonieuse) est peut-être sa plus grande erreur; si elle a pu, dans l'après-guerre, aider à l'animation de la vie collective, elle est en retour totalement responsable des drames de Briey dressant la haine du vieux bourg, accentuant les réactions d'antipathie; au contraire, à Marseille et à Rezé, la proximité de la ville enrichissait les Unités de tout ce qui leur manquait et offrait aux habitants le bonheur d'un nouveau mode de vie qu'ils avaient le sentiment d'avoir choisi, tout en conservant à quelques pas de chez eux les plaisirs urbains traditionnels.

François Chaslin, architecte et collaborateur aux journaux parisiens *Le Monde* et *Libérations*, oeuvre également au sien de l'institut Français d'Architecture.